

PROPOSITION DU SUJET DE LA COMPOSITION DE LA 1^{ère} PERIODE

SERIE : TSECO	ANNEE SCOLAIRE 2023 - 2024	DUREE : 4Heure	COEF : 4
EPREUVE : ECONOMIE			

Composition de la première période

Analyse de document : Evolution des taux de chômage au Mali de 2011 – 2013.

	2011	2023	2014
Taux de chômage global en %	<u>10,5</u>	10,8	10,3
Milieu urbain en %	15,5	<u>12,3</u>	13,5
Milieu rural en %	9,1	10,3	9,3
Femme en %	15,9	15,1	15,8
Homme en %	5,3	<u>7,2</u>	5,4
Population de 15 ans et plus occupée en %	76,6	64,4	<u>67,3</u>

Consigne :

- 1) Précises le type de pourcentage des chiffres du tableau. **0,5pt**
- 2) Utilises les chiffres soulignés dans une phrase. **2pts**
- 3) Sachant que le nombre de chômage était 16 100 en 2014 calcules l'effectif de la population active la même année. **1,5pts**
- 4) Fais une observation au niveau du chômage selon le milieu et selon le sexe.
1pts

Dissertation : (15pts)

Sujet : Le développement économique et social est une fin dont la croissance économique est le moyen.

En prenant appui sur tes connaissances et sur les documents ci-joints, montre que la croissance économique est une condition préalable au développement, puis tu expliqueras qu'elle n'en est pas une condition suffisante.

Document 1 :

La croissance économique doit avoir pour finalité d'enrichir la vie des personnes, ce qui est bien trop rarement le cas. Les dernières décennies montrent on ne peut plus clairement qu'il n'existe pas automatiquement de lien entre croissance économique et développement humain. Et même lorsque de tels liens sont en place, ils peuvent progressivement se fragiliser s'ils ne sont pas régulièrement consolidés par une politique compétente et avisée. Le Rapport mondial sur le développement humain de cette année explore la nature et la solidité des liens entre la croissance économique et le développement humain. Ce rapport met en lumière deux observations inquiétantes. C'est tout d'abord l'échec de la croissance pour près d'un tiers de la population mondiale, dans une centaine de pays au cours des 15 dernières années. C'est ensuite le défaut de liens entre la croissance et le développement humain pour les habitants des nombreux pays qui connaissent un développement disharmonieux et dans lesquels une croissance favorable peut s'accompagner d'un développement humain faible, ou bien dans lesquels un développement humain satisfaisant a pour contrepartie une croissance faible, voire nulle. Le rapport conclut que l'entrée dans le

XXI^e siècle nécessitera globalement une accélération et non un ralentissement de la croissance.

Source : RAPPORT MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN 1996

Document 2 :

Les recettes fiscales ont augmenté dans les pays de l'OCDE en 1999 et 2000, à la suite de la forte croissance économique et malgré les réductions des taux d'imposition intervenues récemment dans un grand nombre de pays. Selon la dernière édition des statistiques des recettes publiques, le rapport moyen impôt/PIB est passé dans les pays de l'OCDE de 36.9 pour cent en 1998 à 37.3 pour cent en 1999, ce qui s'explique en partie par une augmentation du taux moyen de croissance économique qui est passé dans ces pays de 2.7 pour cent à 3.2 pour cent.

Document 3 :

On aurait tort de rejeter l'idée de développement. En effet, les besoins primordiaux d'une bonne moitié de l'humanité restent insatisfaits. Les pays pauvres doivent donc pouvoir connaître un temps de croissance de leur production. Car pour faire disparaître l'analphabétisme, il faut bâtir des écoles ; pour améliorer la santé, il faut construire des hôpitaux et acheminer l'eau potable ; pour retrouver une large autonomie alimentaire, il faut encourager l'agriculture vivrière. L'échec du développement au XXI^e siècle est davantage le produit des rapports de forces qui ont tourné à l'avantage exclusif des nantis que l'échec du développement en lui-même. Le contenu de concept de développement doit être remis en cause en même temps que la croissance dont il est indissociable. Pourrait-on alors réfléchir à un développement différencié dans son objet, dans l'espace et dans le temps pour établir des priorités en fonction des besoins et de la qualité des productions, et permettre la croissance pour les plus pauvres et la décélération de celle-ci pour les plus riches ?

J.-M. Harribey, Le Monde diplomatique, décembre 2008

Document 4 :

La littérature va devenir particulièrement foisonnante après la publication en 2001 d'une étude macro-économétrique d'Acemoglu, Johnson et Robinson qui conclut à une influence majeure des facteurs institutionnels sur le niveau de développement des pays [1]. Les études économétriques basées sur des régressions inter-pays vont se multiplier et confirmer ce résultat, menant leurs auteurs à conclure qu'une amélioration des dispositifs institutionnels favorables à l'efficacité des marchés, tels que la protection des droits de propriété, l'Etat de droit et la lutte contre la corruption, accélérerait la croissance et la convergence avec les pays développés. Dans un contexte de crise du consensus de Washington, le diagnostic des échecs de développement va alors être rapidement posé et largement relayé par les institutions financières internationales : c'est la faiblesse institutionnelle des pays en développement qui expliquerait leur déficit de croissance.